



FASCISME

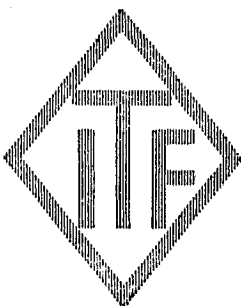
ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT

PARAÎT TOUS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM WEST

N°9

7ème année

Amsterdam, le 29 avril 1939



Internationale fasciste (I.T.F.) Des pourparlers ont lieu en ce moment entre

l'ambassadeur italien à Rio de Janeiro et le ministre brésilien du Travail au sujet d'une collaboration étroite entre les secrétaires ouvriers désignés par la dictature fasciste italienne et ceux nommés par la dictature brésilienne. L'intention existe de créer un

organe de liaison entre les organisations "syndicales" des deux dictatures.

(Pour les rédactions: voir "Il Lavoro Fascista" du 5 avril 1939)

Les ouvriers lithuaniens doivent souffrir la faim a moins de s'incliner devant Hitler.-----

(I.T.F.) Après l'entrée des troupes allemandes à Memel "des centaines d'ouvriers lithuaniens qui voulaient, par leur adhésion au Front du Travail

de Memel, se garantir contre la perte de leur emploi, se sont fait inscrire dans les bureaux dudit Front du Travail" - ainsi peut-on lire dans le "Angriff" N° du 1er avril 1939.

Réorganisation des syndicats tchèques sous la pression des Nazis.---

(I.T.F.) Pendant les jours de septembre 1938, toutes les organisations syndicales de Tchécoslovaquie des

communistes jusqu'aux semi-fascistes, s'étaient, sous la menace allemande, unis en une communauté de travail. Cette communauté de travail n'a survécu que peu de temps à la "Paix de Munich". Les centrales syndicales liées avec les partis de droite, se retirèrent bientôt de la communauté du travail pour former ensemble l'"Association ouvrière nationale". La Centrale syndicale catholique et la "Communauté ouvrière nationale" du parti Benes s'affilièrent à la nouvelle Centrale. Beaucoup d'organisations professionnelles et bien des membres de la Communauté ouvrière nationale décidèrent toutefois d'adhérer à la Centrale syndicale libre. Après l'entrée des troupes allemandes en Tchécoslovaquie, les deux Centrales syndicales nationales fusionnèrent en la Centrale syndicale nationale des salariés, la "Národní odborová ústředna zaměstnanecká".

Dans le cadre de cette Centrale furent constituées des sections les organisations d'ouvriers, les groupements d'employés ainsi que les groupements d'employés des services publics. La Centrale ne comprend pas d'éléments patronaux. Jusqu'à présent l'adhésion est encore facultative mais un article dans l'édition viennoise du "Völkische Beobachter" (N° du 18 avril), indique que les autorités nazies envisagent l'institution

d'une adhésion obligatoire à ce genre de syndicat unique.

La structure actuelle du mouvement syndical tchèque correspond à celle du Front allemand du Travail en été 1933. A cette époque, le Front du Travail était aussi divisé en une section pour les ouvriers et une autre pour les employés. (Pour les fonctionnaires on avait prévu une Association nationale spéciale.) Bientôt cependant, on créa pour les employeurs la possibilité d'adhérer de leur côté au Front du Travail et il en résulta cette espèce d'amalgame qui s'appelle "Deutsches Arbeitsfront" et dont la tâche réelle est de faire de la propagande pour les Nazis.

Il n'est pas encore possible de prévoir si les Nazis vont pousser dans le même sens la nouvelle organisation unique tchèque.

Chômage croissant (I.T.F.) Il ressort d'une lettre d'un conducteur d'automobile d'Oporto que depuis la victoire des généraux franquistes sur le peuple espagnol le chômage augmente au Portugal: "Depuis quelques mois déjà il y a peu de travail chez nous. Les fabriques et les petits établissements industriels renvoient du monde et le nombre des chômeurs s'accroît. Les salaires ne sont pas régulièrement payés et souvent on ne touch que la moitié ou même le tiers du salaire auquel on a droit, le solde restant dû pour la semaine suivante. Souvent l'arriéré est de plus d'une semaine ou davantage. Ces derniers temps je ne travaille que trois jours par semaine et toujours le salaire est irrégulièrement payé. Je crains d'être sur le pavé; je n'aurai pas droit à une allocation de chômage.... bientôt

La situation de la classe ouvrière s'avilit considérablement. Il existe, il est vrai, des organisations --de prétendus syndicats-- mais ceux-ci se trouvent sous le contrôle du gouvernement et n'ont par conséquent pas la possibilité de défendre librement les intérêts ouvriers..'

La tension en Italie (I.T.F.) L'état d'esprit en Italie nous est décrit dans une lettre de Milan: "Ici, on vit dans une alternative d'espoir et d'appréhension. Des journaux il n'y a pas moyen de savoir quelle est la situation réelle.

Tous les prix montent, le commerce est presque paralysé et le chômage continue à augmenter. On ne sait plus comment boucler son budget, sans faire trop mauvaise figure. Pense qu'un tissu de laine de qualité passable ne coûte pas moins de 120 à 130 lires le mètre! (C'est-à-dire le salaire d'environ 35 heures de travail! Red.)

Paolo a aussi été rappelé--il est de la classe 1904--mais il a pu obtenir une dispense grâce à l'intervention de son chef et de quelques amis; espérons qu'il ne sera pas rappelé à nouveau. Ici à Milan, d'après ce que disent les anciens, c'est comme si on était en temps de guerre. Il paraît que dans les casernes, les hommes rappelés se sont révoltés parce que non seulement ils n'étaient pas bien traités, mais aussi parce que la nourriture est très mauvaise et qu'on les fait dormir dans des trous vraiment inadmissibles. Beaucoup sont tombés malades... Enfin tout le monde espère que cet état de chose finira au plus tôt, qu'un bonne fois on se décidera pour la paix ou pour la guerre. Individuellement, tout le monde invective... mais en masse, ils ne font autre chose qu'acclamer...."

Résistance ouvrière contre la dictature.

En six ans de propagande inlassable les Nazis n'ont pas gagné pour eux les travailleurs allemands. Pendant les six années qui se sont écoulées depuis l'anéantissement des syndicats, ils n'ont pas réussi à briser le mouvement de résistance des ouvriers. Les renseignements ci-après, de source nationale-socialiste, qui ont par conséquent passé par la censure, donnent une image de la lutte inlassable des travailleurs allemands pour leur liberté et pour leurs droits.

Critiques ouvertes (I.T.F.) Depuis la crise de septembre dernier des critiques ouvertes se font jour dans beaucoup d'entreprises allemandes. Les espions nazis en sont embarrassés. S'ils voulaient faire arrêter tous les ouvriers qui critiquent les mesures des autorités, on devrait fermer des services entiers dans les établissements. Le "Ruhrarbeiter", un des hebdomadaires du Front allemand du Travail, avertit les mouchards par trop zélés qu'en ce moment il n'est pas possible de faire taire les critiques au sein des entreprises: "Celui qui dit qu'il y a disette d'oeufs ou qui se fait des soucis quant à la question de savoir s'il y aura oui ou non une guerre, ou encore déclare

que le coût de la vie monte ou se demande quand finalement le calme reviendra dans le monde, celui même qui parfois va un peu loin dans ses critiques parce que la tension au travail devient de plus en plus intensive, n'est tout de même pas pour cela (brusquement!) un défaitiste ou un ennemi de l'Etat".

Le journal nazi préfère ne pas s'étendre sur la protestation des travailleurs contre le rythme forcé du travail et les bas salaires. Les quelques mots cités suffisent cependant pour se rendre compte contre quoi les ouvriers allemands s'élèvent le plus souvent: La politique de guerre de Hitler, la hausse du coût de la vie et la pénurie de vivres.

("Ruhrarbeiter" 3ème numéro d'avril 1939.)

Rendement suivant le bulletin de paie. (I.T.F.) Le mouvement croissant de résistance dans les entreprises allemandes contre l'effort excessif exigé et la dépression des salaires a donné lieu à des mesures extraordinaires des Nazis. Les autorités se sont vues contraintes de faire afficher dans toutes les entreprises de la Ruhr un avertissement menaçant de sanctions sévères les ouvriers et employés qui "manquent à leur devoir en restant absents du travail, qui refusent d'accomplir un travail ou ralentissent intentionnellement leur activité". Dans les régions industrielles d'Allemagne centrale aussi, la résistance passive des travailleurs occasionne de graves soucis aux autorités. Vu que là aussi les appels patriotiques restaient sans effet, le ministre du Travail nazi a dû menacer de peines sévères quiconque refuse un travail ou ralentit le rythme de son rendement.

Le mouvement de résistance passe au-delà des limites des grandes régions industrielles. Même dans le Wurtemberg, relativement peu industrialisé, le mouvement des travailleurs donne du fil à retordre aux Nazis. Les ouvriers exigent ou bien des augmentations de salaire ou bien le droit de passer au service d'entreprises qui paient mieux. Beaucoup tentent d'arracher un salaire plus élevé en refusant de faire certains travaux ou par un rendement diminué. Le ministre du Travail a à présent menacé les ouvriers et employés de toutes les entreprises du Wurtemberg: "Le refus illicite de faire certains travaux, le ralentissement intentionnel du rendement et d'autres manquements à la discipline commis avant ou après un congédiement dans le but d'arriver à une rupture prématurée du contrat de louage, seront punis par moi de peines de prison et d'amendes".

Les Nazis ne voient plus que la possibilité de mesures policières pour maîtriser les mouvements revendicatifs.

Les ouvriers allemands (I.T.F.) L'Office social du Front allemand du Font le lundi. travail signale avec rage le fait que "principalement les éléments qui à l'heure actuelle sont indispensables, qui savent par conséquent qu'ils ne perdront pas leur emploi" restent souvent absents du travail avant ou après des jours de fête "dans le but de gagner pour leur intérêts personnels le plus grand nombre possible de jours de semaine et de jours fériés". Toute journée de travail fournie en moins compromet les préparatifs de guerre hitlériens. Le Front allemand du travail exige par conséquent que, comme punition, ces ouvriers ne touchent pas de salaire pour les jours fériés de semaine, malgré les prescriptions légales précises à ce sujet. (Pour les rédactions: "Der Deutsche Volkswirt", 14 avril 1939)

N'est pas toujours Nazi celui qui crie "Heil Hitler" (I.T.F.) Dans toutes les écoles allemandes les professeurs doivent au début et à la fin de chaque heure de cours, faire rendre à leurs élèves le salut hitlérien et rendre ce salut. Le programme d'enseignement de chaque branche doit contenir un minimum de propagande nazie. Les jours de fête nazis les professeurs doivent faire des allocutions de propagande.

Presque tous les professeurs s'inclinent devant ces prescriptions; certains parce qu'ils cherchent la voie du moindre effort, d'autres, la rage au coeur, parce qu'ils ne désirent pas sans aucune utilité se livrer aux vengeances de la Gestapo et voir installer à leur place un Nazi sans scrupules qui empoisonne les enfants. N'est pas Nazi chaque enseignant qui salue par "Heil Hitler".

Un procès devant le Tribunal disciplinaire national, l'instance

suprême du Reich pour les fonctionnaires publics, illustre bien la tension qui existe dans les écoles. Un fonctionnaire méfiant avait interrogé un instituteur relevant de son contrôle sur ses convictions politiques. Prudent, l'instituteur avait répondu qu'en matière de politique extérieure, il était d'accord avec le gouvernement, mais que "si à l'intérieur une lutte s'engageait, il se trouverait du côté opposé". Les juges du Tribunal disciplinaire national ont eu le courage d'acquitter l'instituteur attendu qu'il n'avait confié ses convictions qu'à son supérieur et ne s'était pas comporté comme ennemi de l'Etat.

Le journal hebdomadaire de la Gestapo "Das Schwarze Korps" en est indigné: "A apprendre ce jugement on dirait presque qu'on reconnaît à ces gens-là une certaine liberté de conscience". Or, la "liberté de conscience" est une chose qui ne doit plus exister en Allemagne; en effet: "en matière politique le fonctionnaire (allemand) ne doit pas avoir d'opinion propre". Et en ce qui concerne la politique extérieure: "Les fleurs de rhétorique sur la politique extérieure sont d'ordre tout à fait secondaire. On peut entendre les mêmes affirmations jusque de la part de Juifs". L'opposition qui s'impose des réserves est particulièrement dangereuse: "Ce sont les tranquilles qui sont dangereux, ceux qui se dominent toujours, qui ne déploient jamais de manière visible une activité hostile à l'Etat".

("Das Schwarze Korps", 2 mars 1939)

x

La Suède contre le Congrès du Dr. Ley. (I.T.F.) Sous le couvert d'une organisation internationale pour les loisirs ouvriers, Berlin tente de créer le plus grand nombre possible d'Etats des centres d'agitation contre le mouvement syndical. Jusqu'ici toutefois le bureau berlinois de "Joie et Travail" n'a pu s'adjoindre outre les petits groupements fascistes dépendant de Berlin et de Rome, que quelques collaborateurs individuels naïfs, ambitieux ou adroits hommes d'affaires. Les Nazis attachent cependant du prix à gagner des solides organisations d'Etats démocratiques à l'effet que leur Internationale anti-syndicale puisse plus facilement se présenter comme organisation neutre et de la sorte agir avec plus d'efficacité. C'est pourquoi ils veulent tenir le prochain Congrès "mondial" de leur organisation, non pas au Japon, comme il avait d'abord été prévu, mais dans la capitale de la démocratique Suède. Ils désirent organiser sous la protection du gouvernement socialiste suédois, une démonstration massive naziste à l'effet de donner une nouvelle impulsion au mouvement insignifiant des Nazis suédois. Si le gouvernement suédois reçoit officiellement les destructeurs des syndicats allemands, les Nazis pourront dans les entreprises allemandes clamer que les représentants des ouvriers suédois considèrent le Dr. Ley comme le représentant des travailleurs allemands et ils comptent que pareille déclaration jeterait la confusion dans les rangs des travailleurs allemands ^{ou} oeuvrent de manière clandestine pour la reconstitution de leurs syndicats libres.

L'Américain Kirby, qui a déjà fait ses preuves comme homme de paille nazi, pria par conséquent l'année dernière M. Edström, le chef de la délégation suédoise aux derniers Jeux Olympiques, de préparer la tenue d'un Congrès de l'organisation de Berlin en juillet 1940 à Stockholm. M. Edström opposa toutefois un refus catégorique à cette demande.

Afin d'atteindre néanmoins leurs buts, les Nazis ont soigneusement préparé une manœuvre. Ils engagèrent en Suède à leur service un nommé Lartman, impressario de sport de fort mauvaise réputation, et le désignèrent comme "représentant de la Suède (!) au sein du Comité consultatif international" de leur Internationale. Par l'intermédiaire de cet agent, ils firent comprendre à l'ambassadeur de Suède à Londres, qu'à Stockholm on s'était déjà déclaré prêt à accueillir le Congrès. Sur ce, l'ambassadeur suédois, prenant la parole à Londres au début de février à un banquet de l'organisation nazie, a courtoisement parlé de l'hospitalité suédoise qui serait offerte.

Les Nazis ont faussé le sens des paroles de l'ambassadeur de Suède. Les grands journaux allemands durent écrire que l'ambassadeur de Suède à Londres avait "solennellement transmis l'invitation du gouvernement suédois au congrès universel de "Joie et Travail" à tenir à Stockholm en 1940". Les Nazis n'osèrent pas aller jusqu'à exiger que la presse anglaise divulgue pareille falsification.

L'ambassadeur suédois à Londres s'est empressé de protester contre la manière dont son discours avait été rendu dans la presse allemande. Aucun journal allemand toutefois, ne publia de mise au point. Bien au contraire. Fin mars, le magazine "Freude und Arbeit", l'organe de l'Internationale nazie paraissant en plusieurs langues, répéta encore une

fois le même mensonge. Sur ce, l'ambassadeur suédois a attiré l'attention du représentant londonien de l'Internationale naziste--ainsi "Sozialdemokraten", le journal du parti socialiste suédois, dans son numéro du 19 avril-- sur le fait qu'encore une fois le discours prononcé par lui au banquet de Londres avait été faussé. Le gouvernement suédois n'a pas invité le congrès des Nazis et le mouvement suédois des loisirs ouvriers rejette toute collaboration avec le nommé Låftman. Même la promesse faite par ce dernier que Berlin payerait tout, n'a pas eu le résultat espéré. Le président de la Commission suédoise des loisirs ouvriers se prononça de manière décidée contre la tenue du "Congrès mondial" à Stockholm.

Tout cela n'empêche pas les Nazis de poursuivre leurs préparatifs. Apparemment, ils entendent venir à Stockholm comme hôtes indésirables.

(Pour les rédactions: voir pour les renseignements donnés dans la presse allemande sur l'invitation solennelle qui aurait été adressée aux Nazis, les grands quotidiens allemands du 9 et 10 février et le numéro de mars du périodique "Freude und Arbeit". Voir aussi "Sozialdemokraten", du 19 avril 1939 ainsi que le numéro 5 de "Fascisme" du 4 mars dernier.)

Les ouvriers du sous-sol (I.T.F.) Depuis le 1er avril les ouvriers mineurs allemands doivent faire des journées de travail plus longues que ceux de tous les autres pays européens.

Les Nazis avaient espéré retirer de cette prolongation de la journée de travail d'une heure et quart une augmentation de la production d'environ 12%. Or, dans le principal bassin houiller allemand, celui de la Ruhr, on a constaté les deux premières semaines consécutives à l'introduction de la nouvelle mesure, que le montant des salaires avait augmenté de 12% mais que le rendement, malgré les heures de travail plus longues, n'avait monté que d'environ trois %.

("Frankfurter Zeitung" N° du 16 avril.)

Les mineurs allemands, surmenés et insuffisamment nourris, ne veulent ou ne peuvent pas travailler davantage. La prolongation de la journée de travail dans les mines n'a jusqu'ici apporté aux Nazis et au patronat des mines que des déceptions.

(Pour les rédactions: voir "Fascisme" N°7 du 1er avril.)

Prolongation ultérieure des heures de travail dans les mines allemandes. (I.T.F.) La journée de travail des ouvriers du fond, dans les mines allemandes, a été prolongée de 1 heure 1/4 à partir du 1er avril. Le gé-

néral Göring avait prolongé la journée de travail de 8 heures à 8 heures 3/4 et, à part cela, le ministre du Travail a au dernier moment (le 31 mars!) décrété qu'une des courses dans la cage de descente ne sera pas calculée dans les heures de travail. Ceci signifie une prolongation ultérieure d'une demi-heure de la journée de travail.

(Voir "Fascisme" N° 7 du 1er avril, ainsi que le "Reichsarbeitsblatt" du 5 avril.)

Le contrat de travail des ouvriers agricoles italiens en Allemagne. (I.T.F.) Attendu que les ouvriers agricoles italiens envoyés en Allemagne n'ont pas pu faire jusqu'ici

les économies qu'on avait fait miroiter à leurs yeux, le contrat de travail a été modifié. Se basant sur les expériences des années écoulées, le gouvernement italien a à présent réussi à obtenir des autorités allemandes que les ouvriers italiens travaillant à la tâche touchent dorénavant au moins un revenu correspondant au taux du salaire horaire --ce qui par conséquent n'était donc pas toujours le cas jusqu'ici!-- que les ouvriers italiens soient payés pour le temps mis pour se rendre au lieu du travail et retour (souvent fort long) et que tous les travaux de nature non agricole (travaux de réparation etc.) soient rétribués selon les salaires en vigueur pour ces genres de travaux et non pas selon les bas taux payés aux ouvriers agricoles. Enfin il a été convenu que les pertes en salaire occasionnées aux ouvriers envoyés travailler ailleurs, soient compensées.

Il est particulièrement intéressant de noter une nouvelle clause du contrat qui stipule qu'ensemble avec des Italiens, il ne sera pas occupé d'ouvriers agricoles d'autres nationalités étrangères! Pensez donc que jamais un laboureur yougoslave ou polonais raconte à des camarades italiens ce que les ouvriers et paysans yougoslaves et polonais pensent de Mussolini et de Hitler où, pis encore, qu'un travailleur

hollandais ou danois, décrive comment on vit dans les pays d'Europe occidentale et de la Scandinavie!

(Pour les rédactions: "Il Lavoro Fascista" 21 février 1939)

Interdiction d'envoyer de l'argent à la maison.

(I.T.F.) Par sa circulaire 31/39 D.St. le ministère allemand de l'Economie nationale a décrété que les ouvriers

industriels italiens qui ont accepté du travail en Allemagne après le 1er janvier n'ont plus le droit d'envoyer de l'argent à leur famille.

Que deviennent les coopératives allemandes de consommation?

(I.T.F.) En régime de dictature nazie le nombre des magasins de vente des co-opératives allemandes de consommation

a baissé de 13.400 à 8.700, le chiffre d'affaires ayant reculé de 810 à 553 millions de marks. Le nombre des membres baissa de son côté de 3,6 à 1,9 millions et 34.000 des 64.000 travailleurs qui trouvaient (en 1932) leur gagne-pain dans les coopératives, ont été congédiés.

En mai 1938, le ministère allemand de l'Economie nationale a une fois de plus mis à l'étude la question de la possibilité d'une dissolution de toutes les coopératives. "Aucune décision définitive quant au sort des coopératives de consommation n'a encore été prise"--ainsi déclarait mi-avril au congrès des coopératives, leur président installé par les Nazis. "Et"--ajoutait-il avec préoccupation--"l'enquête décidée en mai 1939 au sujet des coopératives de consommation donnera-t-elle des résultats négatifs"--Mutisme complet de la part des autorités.

Les coopératives autrichiennes ne seront pour commencer pas dissoutes mais incorporées dans l'Association des coopératives allemandes. Il sera décidé plus tard de leur avenir. Les coopératives sudètes ont été liquidées.

La disette des vivres en Allemagne oblige à prendre des mesures de rationnement.

(I.T.F.) Ces derniers mois avec le recul de l'excédent des exportations allemandes, le ravitaillement de l'Allemagne s'est considérablement

avili. Si au début de février 1939, le grand périodique économique allemand "Der Deutsche Volkswirt" estimait que l'introduction de cartes de vivres était une "mesure bien trop grave et trop onéreuse" il devait mi-avril déjà aller jusqu'à réclamer un rationnement rigoureux. A présent, selon le même organe, le consommateur a droit à une certaine quantité de vivres mais il ne sait pas s'il les recevra réellement. Le commerçant en effet n'a pas l'obligation de les lui fournir. Il serait par conséquent nécessaire d'établir pour chaque consommateur des quantités précises de vivres afin "d'éviter de trop grands écarts entre le ravitaillement de divers milieux de clientèle", c'est-à-dire d'éviter que les clients aisés n'achètent les vivres dont il y a pénurie, privant les travailleurs de la possibilité d'en acquérir.

(Pour les rédactions "Der Deutsche Volkswirt", numéros des 1^{er} avril et 3 février.)

Disette de vivres et augmentation des loyers en Autriche.

(I.T.F.) L'édition viennoise du "Völkische Beobachter" est dans l'obligation de communiquer que "les mar-

chandises qui ne sont pas disponibles en quantités suffisantes pour faire face aux besoins...telles que la viande de porc et de veau ainsi que certains légumes et fruits...sont emballées à part et mises de côté par les commerçants, soit sur la base de commandes déjà faites, soit comme étant réservées pour la clientèle régulière". Les familles ouvrières n'ont elles, qu'à se contenter de ce qui reste. Les citoyens plus riches soufflent au nez des travailleurs les marchandises rares. "Certaines personnes très adroites à faire des provisions disposent dans une mesure suffisante de vivres que d'autres ne peuvent pas se procurer". Le préfet de police de Vienne a une fois de plus promis de prendre des mesures contre de pareils abus. Il a toutefois déjà fait cette promesse une douzaine de fois, mais les choses sont restées telles qu'elles étaient. En dehors de Vienne la situation est pire qu'en ville. Dans la province autrichienne "les gens font la queue devant les magasins qui vendent des choux-fleurs, des oignons et de la graisse." En ce qui concerne les oignons, on en livre un par personne. Il n'y a pas moyen de se procurer des fruits venant des pays chauds, (tels qu'oranges, citrons etc.) ni du paprika et il y a continuellement un manque de graisse".

Les loyers montent aussi. La protection des locataires n'existe plus que sur le papier. Les propriétaires dénoncent les baux pour louer leurs appartements à des locataires payant davantage. ("Völkischer Beobachter" 13 et 14 février 1939). -59-

Petits cheminots allemands dans (I.T.F.) La dictature nazie inflige une la pire détresse.----- punition à chaque ouvrier allemand, surpris en train d'écouter des radio-émissions étrangères ou réclamant des majorations de salaire. Elle ne prend toutefois aucune mesure contre les employeurs qui paient des salaires de famine.

Dans un chemin de fer secondaire d'Allemagne occidentale, la Kahlgrund-Eisenbahn "des conditions sociales vraiment indignes existent depuis des annéesselon les constatations du Commissaire au travail compétent" --ainsi écrit le périodique de l'Office social du Front allemand du travail. Les agents touchent des salaires tout à fait insuffisants; ils se trouvent "depuis des années dans la pire détresse et ne gagnent pas assez pour pouvoir nourrir leur famille". Le revenu mensuel des petits cheminots n'atteint guère en moyenne 85 marks par mois. "Jusqu'à présent la direction aurait toujours déclaré en réponse à toutes les démarches que l'exploitation va mal et qu'il n'est pas possible d'accorder des majorations. Subitement toutefois, on avait assez d'argent pour augmenter de moitié les émoluments des membres du Conseil d'administration." Le fonctionnaire du ministère du Travail aurait pu décréter que cette somme serve à payer au personnel une allocation spéciale, cela aurait fait 60 marks pour chacun. Il n'en a rien fait; il a toléré que la direction continue à payer des salaires de famine.

Telle est dans la pratique la communauté populaire des Nazis. ("Monatshefte für N.S.-Sozialpolitik," N° du 10 avril 1939.)

La Reichsbahn manque de locomotives (I.T.F.) Le parc des locomotives de la Reichsbahn a autant été négligé ces dernières années que le parc des wagons de marchandises. De janvier 1929 jusqu'à 1933, moment où la crise économique avait atteint son point le plus bas, le nombre des locomotives à vapeur avait passé de 23.900 à 20.800. Malgré l'accroissement considérable des nécessités de transport par l'extension des industries de guerre et des matières de remplacement et les besoins accrus de l'armée, l'administration de la Reichsbahn continua à laisser se resserrer davantage le parc des locomotives. En 1929, année du plus fort trafic de chemins de fer après la guerre, 1.500 locomotives se trouvaient hors de service en réserve et pendant l'hiver particulièrement rigoureux de cette année, lorsque les canaux et rivières étaient gelés, la Reichsbahn se chargea encore du trafic de la navigation intérieure. Au début de 1938 le nombre des locomotives en réserve n'était toutefois que de 400, probablement seulement utilisables en partie. "Les perturbations dans le trafic des chemins de fer semblent ne pas seulement avoir été la conséquence de l'insuffisance du parc des wagons mais aussi d'un manque de matériel de traction" --ainsi écrit le "Frankfurter Zeitung" du 7 avril. "Pendant un certain temps on n'a pas assez veillé à ce que les besoins et les capacités de transport aillent de pair. . . . Le nouveau programme des acquisitions de la Reichsbahn pour les premières années à venir intervient tout juste à temps pour éviter un développement ultérieur alarmant" --constate le "Deutsche Volkswirt" du 22 avril. Les mobilisations contre l'Autriche et la Tchécoslovaquie ont montré au commandement militaire que la valeur du réseau des autoroutes avait été surestimée et que surtout pour les transports massifs de marchandises, il était impossible de se passer du rail. A présent l'industrie de construction de locomotives doit faire ses livraisons aussi rapidement que possible. Seulement, cette industrie qui, il y a quelques années, pouvait encore livrer 4.000 locomotives par an, travaille à présent pour l'armée et les exportations et s'est orientée vers la construction d'avions et de camions automobiles. Ses établissements sont à tel point surchargés qu'il leur faut un délai de 2 à 3 ans pour fournir des locomotives ("Die Deutsche Volkswirtschaft" 21 mars 1939). Afin de pouvoir livrer les locomotives commandées dans le délai fixé, les ateliers de construction de locomotives devraient affecter quelque 100 millions de marks à l'acquisition de machines et à des travaux d'extension. Or, les commandes pour 1939 n'atteignent que 205 millions. Vu la pénurie de matières premières, le délai de construction proprement dit est actuellement le double d'autre fois: une année. En 1938, la Reichsbahn commanda 305 locomotives; elle n'en reçut dans le délai prévu, que 60 ("Frankfurter Zeitung" 7 avril).

(Pour les rédactions: Voir pour le manque de wagons "Fascisme" du 29 octobre 1938.)

